

## CONTRAT DE COLLABORATION DE RECHERCHE ET D'ENCADREMENT CIFRE (2016/1502)

### ENTRE

La **société BERGER-LEVRAULT**, société anonyme au capital de 12 531 365 euros, dont le siège social est situé 892, rue Yves Kermen à Boulogne-Billancourt (92100), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 755 800 646, code APE 5829 C, représentée par Monsieur Pierre-Marie LEHUCHER, agissant en qualité de Président-directeur général,

ci-après dénommée « **la SOCIÉTÉ** »,

**d'une part,**

### ET

L'Université Lumière Lyon 2, Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est au 18 quai Claude Bernard, 69365 Lyon Cedex 07, et dont le numéro SIRET est le 196 917 751 00014, code APE 8542Z, représentée par Madame la Professeur Nathalie DOMPNIER, agissant en qualité de Présidente,

ci-après dénommée « **l'ULL2** »,

L'ULL2 agissant au nom et pour le compte du **laboratoire DISP**, Décision et Information pour les Systèmes de Production, EA N°4570, représenté par Madame le professeur Valérie BOTTA-GENOULAZ, agissant en qualité de Directrice,

ci-après dénommé « **le LABORATOIRE** »,

**l'ULL2** et le **DISP** sont collectivement désignés par « **les ÉTABLISSEMENTS** »,

**d'autre part.**

La **SOCIÉTÉ** et les **ÉTABLISSEMENTS** sont ci-après désignés individuellement par « **la PARTIE** » ou collectivement par « **les PARTIES** ».

### ATTENDU QUE :

Dans le cadre d'une convention CIFRE (Convention Industrielle de Formation par la REcherche), la **SOCIÉTÉ** a embauché Monsieur Rami TORKHANI, ci-après dénommé « **l'Ingénieur de recherche** ».

Afin de permettre à l'Ingénieur de recherche de soutenir une thèse de doctorat, la **SOCIÉTÉ** souhaite organiser une collaboration de recherche avec les **ÉTABLISSEMENTS**.

La **SOCIÉTÉ** demande aux **ÉTABLISSEMENTS**, qui acceptent, d'accueillir l'Ingénieur de recherche au **LABORATOIRE** et de mettre à sa disposition les moyens scientifiques nécessaires à la préparation de sa thèse dans les conditions du présent contrat.

**IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :**

### ARTICLE PRÉLIMINAIRE : DÉFINITIONS

« **Résultats** » : sont entendus de tous livrables, notamment les études, créations, inventions, innovations, procédés, méthode, conception d'outil, protocole, composant spécifique produits, savoir-faire, logiciels, développements informatiques, spécifications, bases de données, qu'ils soient ou non protégés ou protégeables par un droit de propriété intellectuelle, quels que soient leur nature, leur forme et leur support, développés dans le cadre de l'étude.

« **Résultats antérieurs** » : toute information, de quelque nature et sous quelque forme qu'elle soit, notamment connaissance, invention, savoir-faire, méthode, conception d'outil, procédé, protocole,

composant spécifique, logiciel, base de données, qu'elle soit ou non protégée ou protégeable par un droit de propriété intellectuelle, que l'une des PARTIES possédait avant l'entrée en vigueur du présent contrat.

« Résultats extérieurs » : toute information, de quelque nature et sous quelque forme qu'elle soit, notamment connaissance, invention, savoir-faire, méthode, protocole, conception d'outil, procédé, composant spécifique, logiciel, base de données, qu'elle soit ou non protégée ou protégeable par un droit de propriété intellectuelle, que l'une des PARTIES acquiert postérieurement à l'entrée en vigueur du présent contrat de manière indépendante, non issue directement des travaux exécutés dans le cadre du présent contrat.

« Domaine » : désigne le champ d'exploitation industriel et/ou commercial des Résultats de l'étude. Dans le cadre du présent contrat, le Domaine d'exploitation est défini dans l'article 9.2.

« Logiciel de base » : logiciel appartenant à une PARTIE avant l'entrée en vigueur du présent contrat.

« Logiciel dérivé » : logiciel réalisé à partir d'un Logiciel de base dans le cadre du présent contrat. On distingue deux catégories de Logiciels dérivés, les adaptations et les extensions :

- « une Adaptation » est un logiciel dérivé utilisant les mêmes algorithmes que le Logiciel de base dont il dérive et / ou réécrit dans un autre langage ;
- « une Extension » est un logiciel dérivé permettant d'accéder à des fonctions ou à des performances nouvelles comparativement au Logiciel de base dont il dérive.

« Logiciel commun » : logiciel créé dans le cadre du présent contrat.

## **ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT**

La SOCIÉTÉ et les ÉTABLISSEMENTS décident d'effectuer en commun une étude, ci-après désignée l'« ÉTUDE », intitulée : « Interopérabilité ouverte et évolutive pour des systèmes d'informations « intelligents » au service des missions des établissements publics ».

Le programme détaillé de l'ÉTUDE est donné dans l'**annexe 1, scientifique et technique**, jointe au présent contrat et faisant partie intégrante du présent contrat. Il pourra être modifié en fonction des Résultats obtenus et par accord entre les PARTIES.

Le présent contrat a pour objet de définir les droits et obligations des PARTIES pendant le déroulement de l'ÉTUDE, ainsi que les dispositions relatives à l'exploitation industrielle et commerciale des Résultats obtenus.

## **ARTICLE 2 : RESPONSABILITÉS SCIENTIFIQUES**

Les travaux de recherche de l'Ingénieur de recherche, et ceux relatifs à l'ÉTUDE qui seront exécutés au LABORATOIRE, sont placés sous la responsabilité scientifique de Néjib MOALLA et Jannik LAVAL, ci-après désigné par les « **Responsables scientifiques** ».

Dans la SOCIÉTÉ, l'ÉTUDE sera suivie par Mustapha DERRAS et encadrée par Philippe LANCO, ci-après désignés par les « **Correspondants** ».

## **ARTICLE 3 : ORGANISATION DE L'ÉTUDE**

Des réunions de travail entre le LABORATOIRE et la SOCIÉTÉ auront lieu à la demande des Responsables scientifiques ou des Correspondants.

Les Résultats de l'ÉTUDE feront l'objet de rapports trimestriels transmis par les Responsables scientifiques aux Correspondants.

Par ailleurs, le LABORATOIRE adressera à la SOCIÉTÉ un rapport final de synthèse dans le mois qui précède l'expiration de ce contrat.

L'ingénieur de recherche partage son temps de travail entre la SOCIÉTÉ et le LABORATOIRE de la manière suivante :

- 1ère année : 40 % SOCIÉTÉ et 60 % LABORATOIRE
- 2ème année : 40 % SOCIÉTÉ et 60 % LABORATOIRE
- 3ème année : 40 % SOCIÉTÉ et 60 % LABORATOIRE

Il est entendu que cette répartition pourra évoluer au cours de la CIFRE.

#### **ARTICLE 4 : PERSONNELS**

Dans le cadre du présent contrat, des personnels de l'une des PARTIES, désignée ci-après dans le présent article **Partie employeur**, peuvent être amenés à travailler dans les locaux de l'autre PARTIE, désignée ci-après dans le présent article **Partie accueil**.

Ces personnels seront alors placés sous l'autorité de la Partie accueil et devront respecter le règlement intérieur en vigueur dans les locaux de ladite Partie accueil, et notamment les dispositions relatives au secret, à l'organisation du travail, à l'hygiène, à la sécurité et à la discipline générale. Ils resteront rémunérés par la Partie employeur qui continuera d'assumer à leur égard toutes ses obligations sociales et fiscales et d'exercer envers eux toutes les prérogatives administratives de gestion (notation, avancement, discipline...). Toutes les indications utiles et notamment les éléments d'appréciation indispensables seront fournis, sur demande de la Partie employeur, par la Partie accueil.

Chaque PARTIE assure la couverture de ses personnels respectifs en matière d'accident du travail, de maladies professionnelles et de responsabilité civile, sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables.

La Partie accueil autorisera l'accès aux services collectifs et sociaux tels que restaurants, transport, etc., aux personnels de la Partie employeur travaillant dans ses locaux.

#### **ARTICLE 5 : MOYENS**

Les ÉTABLISSEMENTS mettront à la disposition de l'ÉTUDE le savoir-faire des chercheurs du LABORATOIRE qui utiliseront les appareils et équipements nécessaires à sa bonne exécution.

#### **ARTICLE 6 : FINANCEMENT ET MODALITÉS DE PAIEMENT**

Le coût total de l'ÉTUDE est estimé à **110 479,50 € H.T.** conformément à l'**annexe financière 2** ci-jointe.

La SOCIÉTÉ prend en charge et règle directement le salaire de l'Ingénieur de recherche.

En contrepartie des engagements pris par les ÉTABLISSEMENTS dans le cadre du présent contrat et pour contribuer au financement des divers frais générés par la réalisation de l'ÉTUDE, la SOCIÉTÉ versera à l'ULL2 la somme de 45 000 € HT augmentée de la T.V.A. au taux en vigueur et selon l'échéancier suivant :

- 15 000 € HT en septembre 2017
- 15 000 € HT en septembre 2018
- 15 000 € HT en septembre 2019

Les factures sont adressées à la SOCIÉTÉ à l'attention de Monsieur Laurent MARTIN, Berger-Levrault, 64, rue Jean Rostand, 31670 Labège.

Les versements de la SOCIÉTÉ seront effectués au nom de l'Agent comptable de l'Université Lumière Lyon 2, aux coordonnées suivantes (voir également RIB joint) :

Code Banque : 10071

Code Guichet : 69000

Numéro de compte : 00001004332

Clé RIB : 66

Domiciliation : TP LYON

Références à ajouter : Université Lyon 2, Laboratoire DISP, 900R15

En outre, la SOCIÉTÉ remboursera, sur justificatifs, les frais de déplacements des Responsables scientifiques, de ses collaborateurs et de l'Ingénieur de recherche, décidés préalablement et d'un

commun accord entre les PARTIES, ainsi que l'éventuelle participation de l'Ingénieur de recherche à des congrès scientifiques.

L'emploi par les ÉTABLISSEMENTS de la contribution forfaitaire versée par la SOCIÉTÉ n'est pas subordonnée à des conditions de délai ni à la fourniture de justificatifs.

## **ARTICLE 7 : SECRET – PUBLICATIONS**

**7.1.** Chaque PARTIE s'engage à ne pas publier ni divulguer, de quelque façon que ce soit, les informations scientifiques ou techniques appartenant à l'autre PARTIE et dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Cet engagement, qui restera en vigueur pendant 5 (cinq) ans à compter de la date de signature du présent contrat, nonobstant la résiliation ou l'arrivée à échéance de ce dernier, ne portera pas sur les informations dont la PARTIE qui les a reçues pourra prouver :

- qu'elles sont tombées dans le domaine public sans faute de sa part ;
- qu'elle les détenait déjà avant que l'autre PARTIE ne les transmette ;
- qu'elle les a valablement reçues d'un tiers autorisé à en disposer et à les divulguer ;
- ou bien qu'elle les a développées indépendamment du présent accord.

Chaque PARTIE s'engage à informer son personnel impliqué dans l'ÉTUDE des termes du présent article et à s'assurer que ledit personnel les respectera.

**7.2.** Toute publication ou communication d'informations relatives à l'ÉTUDE, par l'une ou l'autre des PARTIES, devra recevoir, pendant la durée du présent contrat et les 6 (six) mois qui suivent son expiration, l'accord écrit de l'autre PARTIE qui fera connaître sa décision dans un délai maximal de 2 (deux) mois à compter de la demande. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis.

En conséquence, tout projet de publication ou communication sera soumis à l'avis de l'autre PARTIE qui pourra supprimer ou modifier certaines précisions dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation industrielle et commerciale, dans de bonnes conditions, des Résultats de l'ÉTUDE. De telles suppressions ou modifications ne porteront pas atteinte à la valeur scientifique de la publication.

De plus, l'autre PARTIE pourra retarder la publication ou la communication d'une période maximale de 18 (dix-huit) mois à compter de la demande, si des informations contenues dans la publication ou communication doivent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété industrielle.

Ces publications et communications devront mentionner le concours apporté par chacune des PARTIES à la réalisation de l'ÉTUDE.

**7.3.** Toutefois, les dispositions de l'article 7.2 ne pourront faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant à l'ÉTUDE de produire un rapport d'activité à l'organisme dont elle relève, cette communication ne constituant pas une divulgation au sens des lois sur la propriété industrielle ;
- ni à la soutenance de thèse des chercheurs dont l'activité scientifique est en relation avec l'objet du présent contrat, cette soutenance étant organisée chaque fois que nécessaire de façon à garantir, tout en respectant la réglementation universitaire en vigueur, la confidentialité de certains Résultats.

## **ARTICLE 8 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

**8.1.** Les Résultats obtenus par les PARTIES, antérieurement à la présente ÉTUDE, restent leurs propriétés respectives.

Les Résultats, même portant sur l'objet de l'ÉTUDE, mais non issus directement des travaux exécutés dans le cadre du présent contrat, appartiennent à la PARTIE qui les a obtenus. L'autre PARTIE ne reçoit sur les brevets et le savoir-faire correspondants aucun droit du fait du présent contrat.

**8.2.** Les Résultats obtenus dans le cadre des travaux menés en commun au titre du présent contrat sont la **propriété commune des PARTIES**.

Les Résultats susceptibles de faire l'objet d'un dépôt de brevet sont pris en charge par l'organisme gestionnaire. Les demandes de brevet sont alors déposées au nom conjoint des PARTIES par l'organisme gestionnaire (l'**annexe 3** précise les règles relatives aux brevets communs).

**8.3.** Toute PARTIE désireuse de protéger certains Résultats issus des travaux effectués en commun, devra en aviser l'autre PARTIE qui devra préciser si elle désire également protéger lesdits Résultats. L'absence de réponse dans un délai de trois (3) mois, équivaut au renoncement à participer à la protection desdits Résultats. Dans ce cas, la PARTIE désireuse de protéger pourra procéder au dépôt.

Une copie de la demande de dépôt effectuée par la PARTIE participant au dépôt sera adressée, pour information, au service compétent de l'autre PARTIE qui ne participe pas au dépôt.

Par ailleurs, les PARTIES s'engagent à ce que :

- les noms des inventeurs ou co-inventeurs soient associés (à moins qu'ils ne s'y opposent), dans les demandes de brevet que l'une ou l'autre PARTIE déposera ;
- leurs personnels respectifs, cités comme inventeurs, donnent toutes signatures et accomplissent toutes les formalités nécessaires pour le dépôt, le maintien et la défense desdits brevets ;
- les dépôts et extensions de brevets effectués, ainsi que les projets de cession, fassent l'objet d'une information mutuelle entre les PARTIES.

#### **8.4. Propriété des logiciels**

Les Logiciels de base restent la propriété de la PARTIE bénéficiaire de l'antériorité.

Sont la propriété de la PARTIE titulaire du Logiciel de base, les Adaptations réalisées, quel qu'en soit l'auteur, dans le cadre du présent contrat.

Chaque PARTIE est propriétaire des Extensions réalisées par elle-même mais non issues directement des travaux exécutés dans le cadre du contrat.

Sont la propriété commune des PARTIES, les Extensions réalisées en commun par les PARTIES ayant participé à leur obtention, quelle que soit la PARTIE initialement propriétaire des Logiciels de base dont ces Extensions dérivent.

Les Logiciels communs sont la copropriété des PARTIES.

### **ARTICLE 9 : EXPLOITATION DES RÉSULTATS**

#### **9.1. Utilisation aux fins de recherche**

Chaque PARTIE peut utiliser lesdits Résultats pour ses besoins propres de recherche librement, gratuitement et sans limitation de durée.

#### **9.2. Exploitation dans le DOMAINE**

Pour l'application du présent article, sont considérés comme domaine d'exploitation les :

- logiciels de gestion administrative des établissements publics territoriaux ;
- logiciels de gestion administrative des établissements publics santé-sociale ;
- logiciels mobiles connexes à ces logiciels de gestions ;
- logiciels de gestion de la relation citoyens, usagers et patients ;
- logiciels métiers concernant les missions des services publics territoriaux ;
- hébergements (SAAS) de ces logiciels.

Ci-après désignés « **le DOMAINE** ».

**9.3.** Dans le DOMAINE et dans les conditions déterminées ci-après, les ÉTABLISSEMENTS donnent à la SOCIÉTÉ le droit exclusif d'exploiter les Résultats brevetés ou non brevetés de l'ÉTUDE.

**9.3.1.** La SOCIÉTÉ s'engage à faire diligence pour exploiter, dans le DOMAINE, directement ou indirectement, à des fins commerciales, les Résultats de l'ÉTUDE, brevetés ou non brevetés.

Que l'exploitation soit directe ou indirecte, la SOCIÉTÉ s'engage à verser aux ÉTABLISSEMENTS une redevance dont l'assiette, le taux et les modalités de versement seront définis d'un commun accord entre les PARTIES en fonction de leurs apports intellectuels et financiers.

En tout état de cause, une convention précisant notamment ces conditions financières et éventuellement les minima garantis ainsi que l'étendue géographique des droits d'exploitation de la SOCIÉTÉ devra être signée entre les PARTIES avant tout acte de commercialisation. Il est d'ores et déjà convenu entre les PARTIES que le montant des apports financiers respectifs n'est qu'un élément d'appréciation des apports respectifs globaux et ne pourra être en aucun cas l'élément prépondérant lors de la négociation de la convention.

Annuellement, la SOCIÉTÉ adressera aux ÉTABLISSEMENTS le bilan exhaustif de la valorisation des Résultats communs brevetés ou non brevetés. Ce bilan fait apparaître tout élément relatif à l'exploitation, qu'elle soit directe ou indirecte. Dans ce dernier cas, elle comporte notamment la liste des licences concédées et des sommes de toute nature perçues à ce titre.

9.3.2. Dans le cas où la SOCIÉTÉ renoncerait à l'exploitation des Résultats de l'ÉTUDE ou n'entreprendrait pas ou ne ferait pas entreprendre des travaux de développement en vue de l'exploitation de ces Résultats dans les 18 (dix-huit) mois qui suivent leur obtention, il est convenu que :

- les ÉTABLISSEMENTS pourront demander à bénéficier du droit d'octroyer une licence à un tiers en vue de l'exploitation desdits Résultats ;
- les PARTIES se concertent pour décider de l'option à retenir en matière de copropriété :
  - \* Si la SOCIÉTÉ décide de rétrocéder gratuitement sa quote-part de copropriété des brevets, (selon des modalités à définir), elle perd le bénéfice de l'exploitation des Résultats au profit des ÉTABLISSEMENTS.
  - \* Si elle décide de conserver sa quote-part de copropriété, les PARTIES partagent alors le droit d'exploiter les Résultats.

Par ailleurs, la SOCIÉTÉ perdra simultanément le droit d'exploiter les Résultats non brevetés, ce droit revenant aux ÉTABLISSEMENTS seuls.

Dans tous les cas, les ÉTABLISSEMENTS pourront accorder un délai supplémentaire à la SOCIÉTÉ si celle-ci peut justifier de préparatifs effectifs et sérieux en vue de l'exploitation des Résultats de l'ÉTUDE. Les PARTIES se réuniront à la demande de l'une d'elles pour décider de l'option à retenir.

Au-delà du délai initial ou du délai supplémentaire, et quelle que soit l'option retenue en matière de copropriété, les ÉTABLISSEMENTS acquièrent de plein droit la possibilité de faire entreprendre des travaux de recherche et / ou d'exploitation des Résultats.

Les PARTIES s'entendent alors pour déterminer contractuellement la répartition des redevances perçues.

#### **9.4. Exploitation commerciale hors du DOMAINE**

9.4.1. Les ÉTABLISSEMENTS ont l'exclusivité des droits d'exploitation des Résultats de l'ÉTUDE.

9.4.2. Si l'exploitation des Résultats par les ÉTABLISSEMENTS nécessite l'utilisation d'une partie du savoir-faire ou de brevets détenus pour partie ou en totalité par la SOCIÉTÉ, cette dernière s'efforce, sous réserve de droits consentis à des tiers, de favoriser l'exercice des droits acquis par le présent contrat. Les conditions d'utilisation des droits antérieurs sont alors fixées contractuellement au cas par cas.

#### **ARTICLE 10 : DURÉE**

Le présent contrat est conclu pour une durée de 36 (trente-six) mois à compter de la date de signature de la CIFRE, soit du **01/04/2017** au **31/03/2020**.

Il pourra être renouvelé à la fin de cette période par un avenant qui précisera notamment l'objet de ce renouvellement ainsi que les modalités de son financement.

Nonobstant l'échéance du contrat ou sa résiliation anticipée dans les cas prévus à l'article « Résiliation » :

- les dispositions prévues à l'article « Secret - Publications » restent en vigueur pour les durées fixées audit article ;

- les dispositions prévues aux articles « Propriété intellectuelle » et « Exploitation des résultats » restent en vigueur.

## **ARTICLE 11 : RÉSILIATION**

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une des PARTIES en cas d'inexécution par l'autre d'une ou de plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résiliation ne deviendra effective que 3 (trois) mois après l'envoi par la PARTIE plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la PARTIE défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

Dans le cas où la SOCIÉTÉ fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le présent contrat n'est résilié de plein droit qu'en application des dispositions des articles L622-13, L631-14 et L641-10 du Code de commerce. Le présent contrat sera également résilié de plein droit en cas de cessation d'activité, dissolution ou liquidation amiable de la SOCIÉTÉ.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la PARTIE défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la PARTIE plaignante du fait de la résiliation anticipée du contrat.

Le présent contrat sera également résilié de plein droit en cas de soutenance anticipée de la thèse ou de résiliation du contrat de travail entre la SOCIÉTÉ et l'Ingénieur de recherche, mais en tout état de cause, les versements effectués par la SOCIÉTÉ à l'ULL2 lui resteront acquis.

## **ARTICLE 12 : LITIGES**

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les PARTIES s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, l'affaire sera portée devant les Tribunaux compétents.

Fait à Lyon, le 15 mars 2017  
en deux exemplaires originaux.

**Pour la SOCIÉTÉ**

**Pour l'Université Lumière Lyon 2**

## ANNEXE 1

### SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

#### **TITRE**

Interopérabilité ouverte et évolutive pour des systèmes d'informations « intelligents » au service des missions des établissements publics

#### **MOTS CLES**

Interopérabilité, architecture orientée service, orchestration de services, échange de flux, web sémantique.

#### **CONTEXTE**

Les besoins en matière de partage, d'échanges et de valorisation des informations de leurs SI sont en constante augmentation et représentent désormais un enjeu majeur dans le cadre des différentes réformes du secteur public local (regroupement des collectivités locales<sup>1</sup>, loi NOTRE<sup>2</sup>, mise en place en 2016 des Groupements Hospitaliers de Territoire<sup>3</sup>, République Numérique<sup>4</sup>). Il est par conséquent essentiel d'étudier des « plateformes » capables d'apporter des réponses à la rationalisation et à la simplification des échanges de données entre applications logicielles et avec le monde extérieur pour favoriser et simplifier l'application de toutes ces réformes.

L'objectif de la thèse consiste à construire une solution qui orchestrera, à terme, l'ensemble des échanges applicatifs et de services ainsi que les processus métiers et techniques pour garantir une optimisation de l'emploi des ressources logicielles des établissements publics à l'échelle des regroupements qui sont en cours. Toute la complexité réside dans le fait de concevoir une plateforme d'intermédiation :

- Flexible et extensible en fonction du contexte métier
- Mixant les contraintes d'hétérogénéité des secteurs et segments d'activités
- S'adaptant à des technologies hybrides qui constituent l'actif des différents produits déployés à ce jour
- Intégrant les nombreux protocoles de communication des systèmes exploités dans la fonction publique
- Ouvrant sur l'absolue nécessité de s'adapter à l'apparition de nouveaux protocoles utilisés pour les déploiements de nouveaux services (réforme de l'AIFE – facturation, dématérialisation des bulletins de payes, ...)
- Intégrant les contraintes réglementaires de la fonction publique
- Sécurisant les transferts, sujet de plus en plus sensible lorsqu'il est question de véhiculer des informations opérationnelles importantes
- S'adaptant aux typologies de déploiement depuis le modèle « on-premise » sur un réseau intranet jusqu'au modèle « Cloud » pour les applications hébergées afin de permettre la mixité des modèles de déploiement.

---

<sup>1</sup>[https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9forme\\_des\\_collectivit%C3%A9s\\_territoriales\\_fran%C3%A7aises\\_\(2008-2012\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9forme_des_collectivit%C3%A9s_territoriales_fran%C3%A7aises_(2008-2012))

<sup>2</sup> <http://www.gouvernement.fr/action/la-reforme-territoriale>

<sup>3</sup> [Décret portant création des GHT](#)

<sup>4</sup> <http://www.economie.gouv.fr/projet-loi-pour-republique-numerique-definitivement-adopte>



## Présentation de l'entreprise

La société Berger-Levrault est présente sur les secteurs des établissements publics locaux (collectivités, hôpitaux, maisons de retraite) pour lesquels elle propose toute une gamme de logiciels pour adresser les métiers de ces différents secteurs. La mise en place d'une logique inspirée par des technologies de type « bus logiciel » (applicatif et de services) installées au centre du système d'information s'avère donc particulièrement bien adaptée dans un contexte de recherche d'optimisation et d'efficacité d'un environnement en mutation constante depuis le début des années 2000.

Berger-Levrault déploie depuis plusieurs années une dynamique de développement de son activité recherche pour fournir à ses clients des produits innovants, mais également pour construire des programmes de recherches ambitieux à vocation de valorisations concrètes.

De manière pragmatique, l'entreprise souhaite, via cette thèse, aborder l'interopérabilité applicative entre ses solutions logicielles, ainsi qu'avec les solutions tierces (partenaires et/ou concurrents) déployées au sein des établissements publics. Il est également question de couvrir les attentes dans le domaine des échanges de flux dématérialisés entre ces établissements, avec d'autres organismes publics et/ou les plateformes réglementaires.

Ce travail contribuera, de manière indubitable, à l'intégration de notions essentielles qui sont le plus souvent ignorées au sein des applications métiers comme par exemple l'absolue nécessité de conceptualiser les échanges inter-applicatifs ou la manière de concevoir les applications afin de passer d'une approche actuelle plutôt monolithique à la mise en œuvre de concepts dit Smart. Il apparaît donc qu'un tel univers nécessite la contribution de plateformes d'intermédiations capables elles-mêmes de s'adapter et de permettre à tous les composants de cet univers de pouvoir dialoguer de manière fluide et sécurisée faisant fi des technologies, langages et protocoles.

## Présentation du laboratoire

Le sujet de thèse s'inscrit dans le prolongement d'une collaboration scientifique établie depuis début 2016 avec le laboratoire DISP (Décision et Information pour les Systèmes de Production) de l'université de Lyon reconnu pour ses compétences en :

- Modélisation et optimisation du cycle de vie des systèmes
- Agilité des systèmes d'information
- Pilotage des systèmes de production de biens et de services

Ici, c'est l'axe "Agilité des systèmes d'information" qui est mis en avant. L'objectif scientifique des membres de l'axe est d'évaluer et piloter l'alignement des systèmes d'information, tant au niveau métier que technique, dans un contexte distribué et dynamique.

L'expertise de l'axe "Agilité des systèmes d'information" est de :

- Faciliter l'intégration de nouveaux modèles organisationnels et de nouvelles technologies dans les systèmes d'information, en caractérisant l'évolution des modèles organisationnels et les horizons de responsabilités des infrastructures logicielles [1].
- Faciliter l'intégration et l'interopérabilité fonctionnelle et organisationnelle en proposant des cadres d'alignement de systèmes d'entreprise en changement et en considérant leur cycle de vie, de leur conception à leur intégration et leurs usages [2].
- Extraire, agréger, préserver et partager les connaissances en mettant en œuvre l'identification, le partage et la préservation des connaissances à long terme et en gérant l'échelle, la complexité et l'hétérogénéité des données [3] [4].

# PROBLEMATIQUE DE RECHERCHE

## Intérêt scientifique

L'objectif étant d'obtenir une solution d'orchestration, nous utiliserons les approches d'ingénierie dirigée par les modèles (IDM) et d'architecture orientée service (SOA) [5]. Ces solutions sont couramment utilisées pour répondre au besoin d'interopérabilité [6]. Elles sont des solutions adaptées à la complexité de notre scénario [7]. Elles nous permettront de rapidement mettre en place une solution et d'aborder les verrous scientifiques tout en assurant une architecture viable.

Notamment, nous soulignons que dans le contexte de la fonction publique, l'augmentation du nombre de plateformes et de logiciels a un impact sur la complexité de l'intégration du système d'information [8]. Le nombre de normes et standards reconnus et utilisés par l'État français [9] montre le niveau de difficultés pour interconnecter les différentes applications.

Afin de répondre aux attentes en matière de gestion opérationnelle des services et des interfaces (paramétrage, mise en service, monitoring, traçabilité, montée en puissance, transformations, nouveaux protocoles), l'entreprise souhaite adopter un modèle d'architecture type SOA (Service Oriented Architecture) hautement configurable, faisant l'emploi des concepts du web sémantique et associé à des outils d'administration et d'exploitation des métadonnées issues de la mise en place d'une telle plateforme d'interopérabilité.

## Intérêt socio-économique

La palette des applications possibles d'une approche scientifique et outillée basée sur une telle plateforme exploitant des connaissances et des scénarios métiers au sein de Berger-Levrault est très large. Au-delà des défis techniques et scientifiques qui sont clairement exposés dans ce document ce travail ouvre sur des possibilités telles que :

- La possibilité de développer des outils de détection d'événements imprévus et/ou imprévisibles. Il est tout à fait envisageable d'utiliser l'historisation des événements et traces accumulées par une telle infrastructure afin d'établir des scénarios prospectifs à l'image de ce qui commence à se pratiquer dans les Big Data
- La capacité, grâce à des métriques d'ordre méta propres à la plateforme, d'établir un univers de simulation capable d'anticiper les effets de la mise en « production » de nouvelles connections (produits, services, protocoles). Une telle approche est aujourd'hui clairement impossible et pose des questions quant à la résilience de telles infrastructures
- La disponibilité d'une infrastructure extra-outils susceptible de fournir des services à part entière non initialement prévus par les applications métiers (stockage, archivage, traçabilité, autre) qui émergeront du rapprochement des établissements publics tous segments confondus
- La médiation avec l'univers croissant des objets connectés qui non seulement se répandent mais atteignent de plus en plus de fonctions clés des institutions publiques en matière d'aide quotidienne mais également de sécurisation de dispositifs fondamentaux tels que l'approvisionnement en eau, les évacuations en tout genre (déchet, eaux usées, pluies), le soutien des personnes âgées, etc ...

Berger-Levrault considère depuis plusieurs années que les évolutions de l'industrie du logiciel nous amène inéluctablement à re-conceptualiser la façon même de produire ses solutions. L'avenir est certes au Cloud mais également à une informatique APIisée et distribuée qui fournira des services unitaires extrêmement flexibles et capables de s'agencer à la demande pour satisfaire une demande explicite de travail à réaliser.

## **Profil de candidat recherché**

L'étudiant sera issu de Master en science informatique. Il devra être motivé par la recherche appliquée et le développement logiciel sur différentes technologies et langages (web, OOP, ...).

Les connaissances et compétences demandées dans ce travail sont les suivants : connaissance approfondie d'un langage orienté objet, conception et analyse d'application, gestion de données hétérogène, connaissance des processus d'entreprise. Dans une moindre mesure, nous recherchons quelqu'un qui a déjà utilisé un framework d'intégration.

## **METHODOLOGIE PROPOSEE**

La thèse commencera par l'implémentation d'un scénario d'intégration via un ESB (Entreprise Service Bus) [9] [10]. Ce scénario sera complété au fil du temps avec les différents connecteurs indispensables à la communication entre les applications, tout en intégrant les notions de sécurité, de fiabilité et de réglementation du service public. Sur ce scénario, nous amènerons les verrous scientifiques définis dans les deux axes suivants.

### **Axe 1 : Architecture réflexive**

Il est essentiel d'insister sur l'importance de la dimension réflexive du résultat attendu dans la mesure où il existe une séparation très clairement définie entre les fonctionnalités programmées au niveau de base et leurs représentations et les contrôles programmés à un méta-niveau. C'est un concept essentiel dans la mesure où ce projet se donne pour objectif la mise au point d'un intergiciel ayant les fonctions suivantes :

- Administrer la répartition car une application peut être constituée de parties interconnectées s'exécutants a des emplacements géographiquement repartis
- Gérer l'hétérogénéité des composants matériels, des systèmes d'exploitation et des protocoles de communication
- Fournir des interfaces uniformes, normalisées, et de haut niveau aux équipes de développements et d'intégration, pour faciliter la construction, la réutilisation, le portage et l'interopérabilité des applications
- Fournir un ensemble de services communs réalisant des fonctions d'intérêt général, pour éviter la duplication des efforts et faciliter la coopération entre applications.

Dans cet axe, nous prévoyons de définir un méta-modèle répondant à l'ensemble de ces fonctions et permettant d'instancier un modèle d'intergiciel adapté à chaque cahier des charges.

### **Axe 2 : Architecture orientée Service flexible et fiable**

Une solution flexible et fiable nécessite d'aborder deux aspects. D'une part, la flexibilité signifie que la solution proposée disposera d'une connectivité légère. Elle permet d'assurer une interopérabilité durable [11] et donc une maintenabilité accrue pour les futures évolutions. D'autre part, la fiabilité signifie que le système remplit sa mission. Dans notre cas, le système doit envoyer un message d'une source à un destinataire en s'assurant que le message est bien arrivé, n'est pas intercepté et est reçu par le bon destinataire. De plus, un service public doit respecter les réglementations et assurer la sécurité des données des utilisateurs.

La solution proposée devra être soutenue par des travaux de recherche en ingénierie des modèles car la flexibilité et la connectivité nécessite une formalisation de l'interfaçage des composants/services. Les modèles créés seront utilisés pour générer la configuration de l'outil final pour le client. La complexité du système d'information assemblé pourra être ainsi géré dès sa conception [12]. L'idée est d'automatiser la configuration d'outils spécifiques à partir d'un ensemble de composants/services sur étagère et de limiter au maximum le développement logiciel.

Le processus de déploiement d'une solution client serait le suivant :

- Modélisation du besoin du client
- Définition d'un ensemble de services à utiliser
- Définition des spécifications fonctionnelles
- Génération de la configuration en considérant l'intégration des composants logiciels et l'interopérabilité
- Evaluation des écarts fonctionnels, stabilité, intégration... Les indicateurs d'écarts sont à définir
- Validation de la configuration avant déploiement

## RESULTATS ATTENDUS

Plusieurs livrables seront à produire :

- La définition d'une solution d'orchestration permettant de choisir et d'assembler des services au sein d'un catalogue d'applications pour répondre à un besoin client.
- Au sein de cette solution d'orchestration, un médiateur sémantique permettant la définition du besoin dans un langage compréhensible par la solution d'orchestration afin de maximiser l'automatisation de la configuration d'une solution logicielle répondant au besoin.
- Intégration de la réglementation et de la sécurité du système d'information dès la phase de conception.
- Mise à niveau d'applications faisant partie du catalogue ou étant externes au catalogue afin de les rendre visible en tant que service. Ainsi, les choix de protocoles de communication seront faits en fonction de la fréquence des messages, de leur taille, et de leur criticité.
- Vérification de la fiabilité et la stabilité de la solution proposée.

Chacun de ces livrables fera l'objet d'une publication scientifique et d'un prototype logiciel.

## ENVIRONNEMENT DU PROJET

Les personnels encadrants qui seront affectés au suivi de ce travail de thèse sont :

Au sein de Berger Levrault :

- Philippe Lanco : titulaire d'un doctorat en physique du solide et architecte logiciel il est localisé à Lyon. Il travaille pour Berger-Levrault depuis plus de 20 ans et aura pour rôle de développer et d'accompagner ce projet de recherche en assurant le suivi et la liaison avec la société
- Mustapha Derras : docteur en informatique et systèmes (URA 830 CNRS – 1993), est directeur de la Recherche et de l'innovation du groupe Berger-Levrault. Auparavant il a occupé de nombreux postes ayant pour objectif de créer des produits innovants auprès de grands acteurs nationaux et internationaux (Dassault Systèmes, Timeg, Cadence Design Systems, General Electric) ainsi que chez CLAAS où il a effectué ses études doctorales dans le domaine de la robotique mobile et du traitement d'image.

Au sein de l'Université Lumière Lyon 2 :

- Jannik Laval : maître de conférences (CNU 27) à l'Université de Lyon, Laboratoire DISP, depuis 2015. Il a soutenu sa thèse et obtenu son doctorat en informatique à l'Université de Lille 1 en Juin 2011. Il travaille sur l'agilité des systèmes d'information, et particulièrement sur la modularité du système informatique et des outils de développement. Il aura pour rôle le suivi du déroulement de la partie laboratoire de la thèse.
- Nejib Moalla : maître de Conférences - HDR (CNU 61) au Laboratoire DISP- Université Lumière Lyon2 (ULL). Il a obtenu son Habilitation à Diriger des Recherches - HDR en décembre 2015 et son Doctorat en Informatique de l'université Lumière Lyon 2 en 2007. Ses activités de recherche sont centrées sur

l'ingénierie des systèmes d'information avec une perspective long terme. Outre le développement des concepts de préservation à long-terme, il s'est intéressé à l'automatisation dans l'ingénierie des ontologies et à l'accélération du déploiement des processus métier dans les architectures orientées services.

## BIBLIOGRAPHIE

- [1] S. Chhun, N. Moalla et Y. Ouzrout, «QoS ontology for service selection and reuse,» *Journal of Intelligent Manufacturing*, vol. 27, n° %11, pp. 187-199, 2016.
- [2] M. Hachicha, N. Moalla, M. Fahad et Y. Ouzrout, «Performance assessment architecture for collaborative business processes in BPM-SOA based environments,» *International journal of Data & Knowledge Engineering*, vol. 105, pp. 73-89, 2015.
- [3] M. Fahad, N. Moalla et A. Bouras, «Detection and resolution of semantic inconsistency and redundancy in an automatic ontology merging system,» *Journal of Intelligent Information Systems*, vol. 39, n° %12, pp. 535-557, 2012.
- [4] M. Fahad, N. Moalla, A. Bouras, M. Abdul Qadir et M. Farukh, «Towards Classification of Web Ontologies for the Emerging Semantic Web,» *Journal of Universal Computer Science*, vol. 17, n° %17, pp. 1021-1042, 2011.
- [5] T. Erl, *Service-oriented architecture: concepts, technology, and design*, Prentice Hall Professional Technical Reference, 2005.
- [6] H. Panettoa, M. Zdravkovicc, R. Jardim-Goncalvesd, D. Romeroe, J. Cecilg et I. Mezgárh, «New perspective for the future interoperable enterprise systems,» *Computers in Industry, s.l. : Elsevier*, vol. 79, pp. 47-63, 2016.
- [7] J. F. Andary et A. P. Sage, «The role of service oriented architectures in systems engineering,» *Information Knowledge Systems Management*, vol. 9, n° %11, pp. 47-74, 2010.
- [8] K. Kurniawan et A. Ashari, «Service orchestration using enterprise service bus for real-time government executive dashboard system,» chez *2015 International Conference on Data and Software Engineering (ICoDSE)*, Yogyakarta, 2015.
- [9] WSO2, «The Evolution of Integration: A Comprehensive Platform for a Connected Business,» White Paper, 2015.
- [10] D. Chappell, *Enterprise Service Bus*, : O'Reilly Media, Inc., 2004.
- [11] C. Agostinho, Y. Ducq, G. Zacharewicz, J. Sarraipa, F. Lampathaki, R. Poler et R. Jardim-Goncalves, «Towards a sustainable interoperability in networked enterprise information systems: Trends of knowledge and model-driven technology,» *Computers in Industry*, vol. 79, pp. 64 - 76, 2016.
- [12] P. Bernus, T. Goranson, J. Götze, A. Jensen-Waud, H. Kandjani, A. Molina, O. Noran, R. J. Rabelo, D. Romero, P. Saha et P. Turner, «Enterprise engineering and management at the crossroads,» *Computers in Industry*, vol. 79, pp. 87 - 102, 2016.

ANNEXE 2  
FINANCIÈRE

Poste de dépense ou de recette	Coûts en euros HT
<b>Dépenses propres Berger-Levrault</b>	
Main d'œuvre (hors contrat CIFRE)	12942
Frais de fonctionnement du contrat (5% de A) = B	2250
Frais généraux de gestion du contrat (15% de A + B)	7087,5
Versements BL--> Lyon 2 = A	45000
<b>TOTAL dépenses (D1)</b>	<b>67279,5</b>
<b>Recettes</b>	
Versements Lyon 2 --> BL	0
<b>TOTAL recettes (R1)</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL contribution BL F1=D1-R1</b>	<b>67279,5</b>
<b>Dépenses propres Lyon 2</b>	
Main d'œuvre	<b>43200</b>
Frais d'encadrement du doctorant	45000
Versements Lyon 2--> BL	
<b>TOTAL dépenses (D2)</b>	<b>88200</b>
<b>Recettes</b>	
Versements BL--> Lyon 2	45000
<b>TOTAL recettes (R2)</b>	<b>45000</b>
<b>TOTAL contribution Lyon 2 F2=D2-R2</b>	<b>43200</b>
<b>Coût global du programme C=F1+F2</b>	<b>110479,5</b>
Contribution financière de BL P1=F1/C	61 %
Contribution financière de Lyon 2 P2=F2/C	39 %

### **ANNEXE 3**

#### **BREVETS ISSUS DES RÉSULTATS COMMUNS**

##### **A – PRINCIPES GÉNÉRAUX**

La présente annexe s'applique à toutes les demandes de brevets issues des résultats communs ainsi qu'à leur maintien et éventuelles extensions à l'étranger.

Sauf cas de renonciation de l'une des PARTIES comme prévu ci-dessous, les brevets communs feront l'objet d'un règlement de copropriété et seront déposés, en France et à l'étranger, aux noms conjoints des ÉTABLISSEMENTS et de la SOCIÉTÉ.

La gestion et le suivi des brevets communs, depuis la date de dépôt de la première demande de brevet jusqu'à leur mise dans le domaine public, sont confiés à l'Organisme Gestionnaire de la Copropriété.

À ce titre, l'Organisme Gestionnaire de la Copropriété a seul qualité pour agir au nom de la copropriété, pour tous les actes mentionnés ci-après, dans le respect des procédures d'information et d'avis prévus ci-dessous. Il évalue l'opportunité de se faire assister d'un mandataire pour l'accomplissement de ces fonctions.

**La SOCIÉTÉ est désignée comme l'Organisme Gestionnaire de la Copropriété pour l'application du présent contrat.**

Les PARTIES s'engagent :

- à se communiquer toutes les pièces techniques ou administratives nécessaires au dépôt et à l'obtention des brevets communs ;
- à ce que les noms des inventeurs soient mentionnés en accord avec les dispositions légales en vigueur, dans les demandes de brevet ;
- à ce que leurs personnels, cités comme inventeurs, donnent toutes les signatures et accomplissent toutes formalités nécessaires au dépôt, à l'obtention, au maintien en vigueur et à la défense des brevets communs, en particulier qu'ils signent la cession de droits liée à la procédure américaine.

##### **B – FRAIS**

**Principe:** l'Organisme Gestionnaire de la Copropriété prend en charge tous les frais afférents au dépôt, à la procédure de délivrance, au maintien en vigueur des brevets communs, ainsi que ceux engendrés par leur éventuelle extension à l'étranger.

Comme énoncé aux articles 9 et 10 du contrat, la PARTIE exploitante tiendra compte, lors du calcul des rémunérations dues à la PARTIE non exploitante, des frais engagés pour la protection des brevets communs. Des conventions particulières fixeront au cas par cas les modalités pratiques d'imputation de ces frais sur les rémunérations.

Il est entendu que les PARTIES font leur affaire de l'intéressement des inventeurs, conformément à la législation en vigueur.

##### **C – PROCÉDURES DE DÉPÔT, DE MAINTIEN ET D'EXTENSION DES BREVETS COMMUNS**

###### **Dépôt et maintien des brevets communs**

L'Organisme Gestionnaire de la Copropriété évalue l'opportunité de déposer des brevets communs et en informe les ÉTABLISSEMENTS par écrit dans les meilleurs délais. Il leur communique, pour avis, le texte des demandes des brevets communs.

Si l'Organisme Gestionnaire de la Copropriété ou les ÉTABLISSEMENTS ne désirent pas protéger par un brevet commun les résultats communs, ils s'en avisent réciproquement dans les meilleurs délais de façon à ce que la PARTIE intéressée puisse procéder au dépôt à ses seuls nom et profit.

Si l'Organisme Gestionnaire de la Copropriété ou les ÉTABLISSEMENTS ne souhaitent pas maintenir en vigueur un brevet commun, ils s'en avisent réciproquement dans les meilleurs délais de façon à ce que la PARTIE intéressée au maintien puisse poursuivre, en ses seuls nom et profit, les procédures. Dans cette hypothèse, la PARTIE qui renonce cède à l'autre PARTIE, sans contrepartie, sa quote-part de copropriété.

## **Extension des brevets communs**

L'Organisme Gestionnaire de la Copropriété communique aux ÉTABLISSEMENTS, dans les meilleurs délais, son intention de procéder aux extensions du ou des brevets communs.

Si ces derniers ne souhaitent pas participer aux extensions décidées par l'Organisme Gestionnaire de la Copropriété, ils l'en informent par écrit et dans les meilleurs délais, afin qu'il puisse étendre en ses seuls nom et profit.

Si l'Organisme Gestionnaire de la Copropriété renonce à étendre les brevets communs, il en avise l'autre PARTIE, qui peut alors effectuer les procédures nécessaires à ses seuls nom et profit.

La PARTIE qui renonce aux extensions cède, sans contrepartie et de façon exclusive à l'autre PARTIE, ses droits sur les demandes de brevets correspondants.

## **D – CESSION**

À tout moment, et dans les conditions définies ci-après, chaque PARTIE peut céder sa quote-part de copropriété sur les brevets communs ou demandes de brevets.

La PARTIE qui souhaite céder sa quote-part de copropriété à un tiers notifie son intention par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre PARTIE, en précisant notamment le nom du tiers cessionnaire ainsi que les conditions financières de la cession.

Dans les deux mois qui suivent cette notification, le copropriétaire bénéficie d'un droit de préemption à des conditions financières au moins égales à celles consenties au tiers. Le copropriétaire manifeste par écrit son intention au cédant. À l'expiration du délai susvisé, le cédant bénéficie de plein droit de l'autorisation de cession si le copropriétaire ne lui a pas fait part de sa volonté de faire jouer son droit de préemption.

Dans l'acte de cession, le cédant porte à la connaissance du cessionnaire, qui les accepte, les droits et obligations qui sont dans le présent contrat, ainsi que la ou les conventions relatives à l'intéressement en cas d'exploitation. Le cessionnaire est subrogé dans les droits et obligations du cédant. Une copie de l'acte de cession est communiquée à l'autre copropriétaire initial.

## **E – ACTIONS EN JUSTICE**

Les copropriétaires s'informent réciproquement dans les plus brefs délais :

- de tout cas de contrefaçon par des tiers dont ils auraient connaissance ;
- de toute réclamation ou action en contrefaçon qui les viserait ;
- ou de toute autre action en justice relative à la propriété des brevets communs.

Ils se concertent sur les différentes actions à mener et se fournissent tous les éléments dont ils disposent permettant d'apprécier la nature et l'ampleur de celle-ci. Ils échangent en outre tous documents, pouvoirs et signatures utiles à une mise en œuvre des actions décrites ci-après.

Si les PARTIES décident, d'un commun accord, qu'il y a lieu d'engager des poursuites contre un tiers, elles déterminent si de telles poursuites doivent être menées de façon conjointe. Le cas échéant, l'Organisme Gestionnaire de la Copropriété prend toutes les mesures pour engager toute procédure et faire cesser cette contrefaçon ou cette atteinte en son nom et au nom de l'autre PARTIE qui lui donnera spécifiquement mandat à cet effet.

Si l'une des PARTIES souhaite engager des poursuites et que l'autre PARTIE ne le souhaite pas, elle peut alors poursuivre de sa seule initiative et à son seul nom. Les frais de procès sont à sa charge et les indemnités, y compris les éventuels dommages et intérêts, lui sont intégralement acquis.

Dans le cas où une action en contrefaçon serait intentée par un tiers contre l'une des PARTIES et/ou ses licenciés et/ou clients, le paiement des redevances par l'une des PARTIES à l'autre sera suspendu et versé sur un compte séquestre à compter de la date de notification de l'action et jusqu'à une décision de justice définitive ou transaction avec ce tiers.